Institut de la statistique du Québec

Travail et Rémunération

État du marché du travail au Québec
Bilan de l'année 2008

Québec

Institut de la statistique du Québec

Travail et Rémunération

État du marché du travail au Québec Bilan de l'année 2008

Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
1er trimestre 2009
ISBN 978-2-550-55460-8 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-55461-5 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2008

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse
de l'Institut de la statistique du Québec.

Mars 2009

Avant-propos

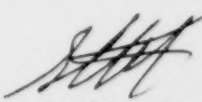
L'État du marché du travail au Québec est une publication annuelle de l'Institut de la statistique du Québec qui a vu le jour l'année dernière. Le présent document fait le point sur la situation du marché du travail de l'année qui vient de prendre fin, soit 2008. Cette situation est mise en perspective avec les tendances observées au cours des dernières années.

L'objectif de cette publication est de répondre aux besoins des personnes qui veulent disposer d'un portrait actuel de l'état du marché du travail et de son évolution récente. Les travailleuses et les travailleurs, les entreprises, les organisations syndicales, les associations professionnelles, les milieux gouvernementaux ainsi que ceux de la recherche y trouveront une analyse statistique pertinente et concise du marché du travail au Québec. Un portrait synthèse sera aussi disponible dans la publication *Les chiffres clés de l'emploi au Québec*, réalisée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui sera diffusée ultérieurement; ce document présentera par ailleurs de l'information plus détaillée sur certains aspects du marché du travail (professions, secteurs d'activité, prestataires de l'aide sociale, etc.) ainsi que des données couvrant une période de vingt ans.

Le présent bilan met en évidence les constats suivants : une modeste croissance de l'emploi en 2008 – la plus faible hausse relative au pays – qui permet cependant de maintenir le taux de chômage à son plus bas niveau historique, des gains d'emplois dans le secteur de la construction mais des pertes considérables dans celui du commerce et un sommet pour les taux d'activité et d'emploi des travailleurs âgés de 55 ans et plus.

L'Institut de la statistique du Québec tient à remercier tous ceux qui ont contribué aux diverses étapes de cette publication, notamment les membres de son personnel, les personnes-ressources de Statistique Canada ainsi que les répondants de l'Enquête sur la population active. L'Institut remercie également le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, plus particulièrement Emploi-Québec, pour sa collaboration et les précieux commentaires reçus.

Le directeur général,



Stéphane Mercier

Remerciements

Cette brochure a été réalisée par :	Sandra Gagnon
La coordination a été assurée par :	Julie Rabemananjara
Sous la direction de :	Christiane Lamarre
Avec la collaboration de :	Luc Cloutier, Nicole Descroisselles, Gabrielle Tardif et Pierre Lachance

L'Institut tient également à remercier Rabbah Arrache d'Emploi-Québec pour les précieux commentaires.

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette brochure, s'adresser à :

Direction des statistiques du travail
et de la rémunération
Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, bureau 400
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 514 876-4384
Télécopieur : 514 876-1767
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Avertissements :

À moins d'une mention particulière, les mots *employé*, *chômeur*, etc., font indifféremment référence au masculin et au féminin.

Signe conventionnels

Ce rapport utilise les symboles suivants :

... N'ayant pas lieu de figurer

Table des matières

État du marché du travail au Québec
Bilan de l'année 2008

Les principaux indicateurs 9

La création d'emplois en 2008 9

La création d'emplois selon les secteurs d'activité 10

La création d'emplois selon diverses caractéristiques 17

La population active et le taux de chômage 21

Le taux d'activité et le taux d'emploi 24

La rémunération et les heures de travail 27

La situation dans les régions administratives 29

La création d'emplois 29

Le taux de chômage et le taux d'emploi 31

La situation au Canada 34

Le Québec comparé avec l'ensemble du Canada 34

La situation des autres provinces 38

Conclusion 40

Une approche différente 41

Organigramme de la population active au Québec en 2008 44

Liste des tableaux et figures

Liste des tableaux

Tableau 1
Emploi par secteur d'activité économique au Québec, 2008 14

Tableau 2
Emploi selon le sexe, le groupe d'âge et le régime de travail, Québec, 2008 20

Tableau 3
Emploi et taux de chômage au Canada et dans les provinces, 2008 36

Portrait du marché du travail au Québec en 2008, variation décembre à décembre, données désaisonnalisées 42

Liste des figures

Figure 1
Le PIB connaît une lente progression au cours des trois premiers trimestres de 2008, mais l'emploi ne suit pas 10

Figure 2
Après deux années de baisse, l'emploi connaît un regain dans l'industrie des biens en 2008 11

Figure 3
L'emploi a beaucoup progressé dans la construction au cours des dernières années 13

Figure 4
Chez les 25-54 ans, le secteur de la fabrication demeure le principal employeur 16

Figure 5
Le taux de chômage demeure stable à 7,2 % en 2008 22

Figure 6
L'écart à l'avantage des femmes au chapitre du taux de chômage n'a jamais été aussi grand 23

Figure 7
Les taux d'activité et d'emploi des femmes atteignent des sommets 25

Figure 8
Le taux d'emploi est à son plus haut niveau dans chaque groupe d'âge 25

Figure 9
L'écart salarial entre hommes et femmes s'accroît en 2008 28

Figure 10
Seules trois régions connaissent une variation de plus de 5 000 emplois en 2008 30

Figure 11
La région de la Capitale-Nationale affiche toujours en 2008 le plus bas taux de chômage au Québec 31

Figure 12
Le taux de chômage diminue fortement dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue en 2008 32

Figure 13
Au chapitre de l'indice de l'emploi, l'écart défavorable au Québec s'accentue en 2008 34

État du marché du travail au Québec
Bilan de l'année 2008

L'*État du marché du travail au Québec* est une brochure annuelle de l'Institut de la statistique du Québec qui a vu le jour en 2007. Son objectif est de présenter un bilan de la situation du marché du travail au Québec pour l'année qui vient de se terminer, en l'occurrence 2008, et de son évolution par rapport à 2007. Ce bilan est également mis en perspective avec les tendances observées au cours des dernières années.

Ce document comporte plusieurs sections. Les principaux indicateurs tels que l'emploi, la population active, le chômage ainsi que les taux de chômage, d'activité et d'emploi seront d'abord présentés. La création d'emplois fera aussi l'objet d'une analyse en fonction de diverses caractéristiques : Quels secteurs ont généré des emplois et lesquels ont subi des pertes? Les nouveaux emplois sont-ils à temps plein ou à temps partiel? À qui profite la création nette d'emplois : aux hommes, aux femmes, aux 15-24 ans, aux 25-54 ans ou aux 55 ans et plus? Par la suite, l'évolution des conditions de travail que sont la rémunération horaire et les heures hebdomadaires habituelles de travail sera abordée de façon succincte. Puis, sera fourni un bref portrait du marché du travail selon les régions administratives. Enfin, la situation du marché du travail au Québec sera comparée avec celle qui existe au Canada, tandis qu'un survol de la situation dans les autres provinces sera fait.

Les données présentées dans ce document proviennent essentiellement de l'Enquête sur la population active (EPA)[1] de Statistique Canada. Dans la présente analyse, les données annuelles de l'emploi et des autres indicateurs du marché du travail sont des moyennes des douze mois de l'année et

1. L'Enquête sur la population active est une enquête mensuelle réalisée auprès des ménages.

les variations annuelles établissent la comparaison avec les moyennes des douze mois de l'année précédente. Des résultats selon une approche différente sont présentés dans un encart à la fin de cette publication; ils portent sur la variation des données désaisonnalisées du mois de décembre 2008 par rapport au mois de décembre de l'année précédente, soit 2007 dans le cas présent.

Les principaux indicateurs

La création d'emplois en 2008

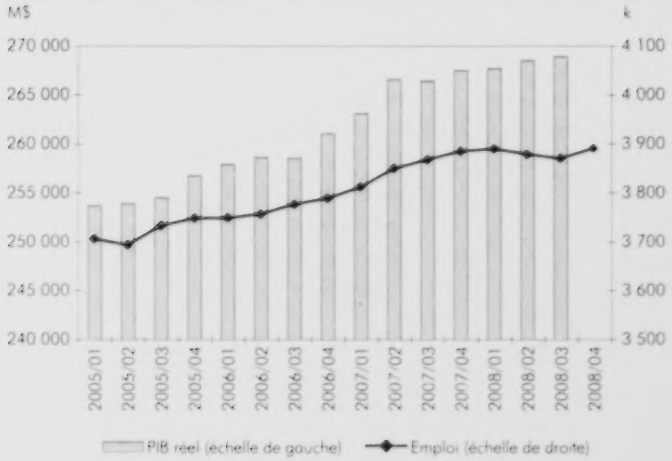
La création d'emplois a nettement ralenti son rythme en 2008

Au Québec en 2008, il s'est créé 30 000 emplois, soit une hausse de 0,8 %. Ce rythme est trois fois moindre que celui noté en 2007 (+ 2,3 %). Il faut remonter jusqu'en 1996, alors que l'emploi avait reculé de 0,2 %, pour trouver une année moins performante au chapitre de la création d'emplois. Malgré cette modeste croissance, l'emploi a atteint un nouveau sommet en 2008, avec une moyenne de 3 881 700 pour l'ensemble de l'année.

Comme le montre la figure 1, le PIB a connu une croissance lente mais régulière à chacun des trois premiers trimestres de 2008 (entre + 0,1 % et + 0,3 %). La moyenne des trois premiers trimestres de 2008 affiche une hausse de 1,1 % par rapport à la même période de 2007, une augmentation nettement plus modeste que celle de l'ensemble de l'année 2007 (+ 2,6 %). Ce ralentissement de la croissance économique s'est répercuté sur l'emploi qui a progressé de 1,0 % durant les neuf premiers mois de 2008, un rythme très inférieur à celui de l'ensemble de l'année 2007 (+ 2,3 %). La crise économique qui sévit à l'échelle mondiale et qui a caractérisé l'année 2008 a certes freiné la performance économique au Québec comme partout ailleurs, mais ce dernier a continué de connaître une certaine croissance. En effet, la vigueur de la demande intérieure pour les trois premiers trimestres de 2008 (+ 4,3 %) a été suffisante pour contrebalancer le repli de 3,6 % des exportations et permettre une croissance économique positive. La demande intérieure a tiré profit de la hausse des dépenses personnelles de consommation (+ 4,4 %) et des investissements des entreprises (+ 2,0 %).

L'analyse trimestrielle révèle que l'année 2008 a débuté par une modeste croissance de l'emploi, le premier trimestre affichant une création de 4 900 emplois (+ 0,1 %) par rapport au dernier trimestre de 2007. Un recul est par la suite observé, plus important au second trimestre (– 11 100; – 0,3 %) qu'au troisième (– 8 400; – 0,2 %). La situation s'améliore au cours du dernier trimestre, un gain de 20 200 emplois (+ 0,5 %) étant enregistré.

Figure 1
Le PIB connaît une lente progression au cours des trois premiers trimestres[1] de 2008, mais l'emploi ne suit pas

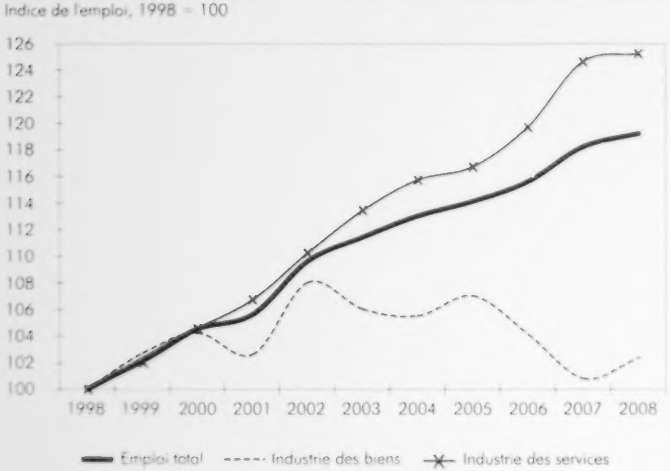


1. Moyennes calculées à partir des données mensuelles désaisonnalisées.
Sources : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

La création d'emplois selon les secteurs d'activité

Des différences sont observées entre les secteurs d'activité économique sur le plan de la création d'emplois en 2008, certains ayant contribué à la croissance alors que d'autres y ont mis un frein (voir tableau 1). En 2008, les deux grandes industries ont contribué presque à parts égales à la création d'emplois : l'industrie des services compte 15 600 emplois de plus (+ 0,5 %) alors qu'un gain de 14 300 (+ 1,6 %) est observé dans celle des biens. L'année 2008 se démarque des années précédentes à ce chapitre. D'une part, en 2007 et en 2006, seule l'industrie des services générait de nouveaux emplois (voir figure 2). D'autre part, la création d'emplois dans l'industrie des services a été plus modeste en 2008 que par les années passées, soit la plus lente depuis la période 1991-1993 (entre – 0,5 % et + 0,6 %), alors que le Québec vivait un ralentissement économique. L'industrie des biens, quant à elle, malgré ses difficultés, affiche une meilleure performance

Figure 2
Après deux années de baisse, l'emploi connaît un regain dans l'industrie des biens en 2008



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

en 2008 que les années précédentes grâce à la vigueur du secteur de la construction. En effet, depuis quelques années, l'industrie des biens, notamment le secteur manufacturier, subit des pressions en raison d'une plus grande concurrence des pays émergeants sur le marché nord-américain, de l'appréciation du dollar canadien ainsi que du ralentissement des activités de construction au sud de la frontière.

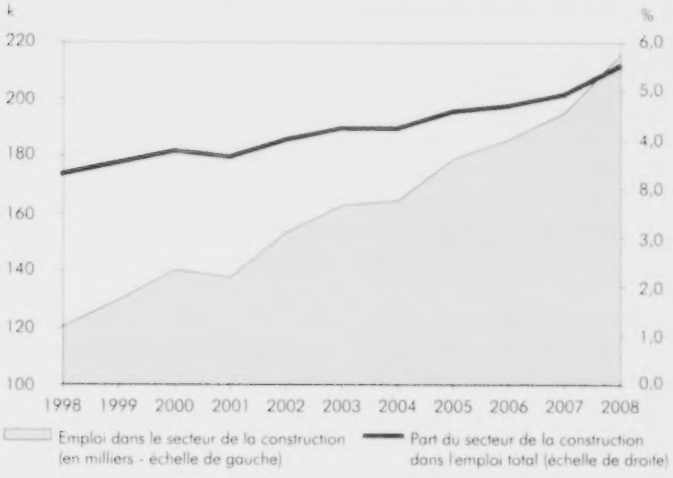
De façon générale, en 2008, sur les 15 secteurs d'activité analysés, 7 affichent une croissance de l'emploi, 4 montrent une décroissance et les 4 derniers, une relative stabilité (variation de 1 000 emplois ou moins).

Le secteur de la construction connaît un regain et celui du commerce, un repli

En 2008, le secteur de la construction a été le moteur du marché du travail québécois. La plus forte création d'emplois y est en effet observée, soit un gain net de 20 300 emplois (+ 10,4 %); il s'agit de la plus forte croissance de l'emploi qu'a connue ce secteur depuis le début de la série chronologique (1976). Bien que les mises en chantier ont baissé de 1,3 % en 2008 (contre + 1,4 % en 2007), les permis de bâtir ont continué d'afficher des hausses (+ 6,6 % en 2008 comparativement à + 9,2 % en 2007), ce qui a stimulé l'emploi dans la construction. La quasi-totalité des emplois créés dans ce secteur, soit 19 100, sont à temps plein; la part de la création nette d'emplois attribuable à l'emploi à temps plein (94,1 %) correspond sensiblement à la part que représente ce régime de travail dans l'ensemble du secteur de la construction en 2008 (93,2 %). L'ensemble de ces nouveaux emplois ont profité aux hommes (+ 20 200) et une forte majorité, aux personnes âgées de 25 à 54 ans (+ 17 500). Les plus jeunes (15-24 ans) ont également bénéficié de la création d'emplois dans ce secteur, mais dans une moindre mesure (+ 4 000). La croissance de l'emploi dans le secteur de la construction a élevé la part de ce dernier dans l'ensemble des emplois du Québec à 5,6 % en 2008 par rapport à 5,1 % en 2007 (voir figure 3). Cette proportion a d'ailleurs gagné 1,9 point au cours des dix dernières années (3,7 % en 1998), et ce, en raison d'une croissance continue de l'emploi sur cette période; une légère décroissance avait toutefois été observée en 2001 (– 2 600).

Un autre secteur a engendré bon nombre de nouveaux emplois en 2008, soit celui des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 15 400; + 3,4 %). Les emplois créés sont majoritairement à temps partiel (+ 9 000 contre + 6 300 pour l'emploi à temps plein). La création nette d'emplois dans ce secteur a profité presque exclusivement aux femmes (+ 14 900), ce qui va de pair avec la part relative des femmes dans ce secteur. Les nouveaux emplois se partagent entre les divers groupes d'âge de cette façon : les 15-24 ans (+ 4 300), les 25-54 ans (+ 5 200) et les 55 ans et plus (+ 6 000). La part de ce secteur dans l'emploi total a ainsi atteint 12,1 % en 2008; ce secteur continue d'occuper le troisième rang sur ce plan.

Figure 3
L'emploi a beaucoup progressé dans la construction au cours des dernières années



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

À l'opposé, le secteur du commerce a mis un frein à la création totale d'emplois en 2008, en essuyant une perte de 21 400 emplois. Cette baisse est due à un repli à la fois dans le sous-secteur du commerce de gros (– 13 000) et celui du commerce de détail (– 8 300). Le recul de l'emploi dans l'ensemble du secteur du commerce est noté pour les deux régimes de travail (– 11 500 pour l'emploi à temps partiel et – 9 900 pour celui à temps plein). Il a affecté presque uniquement les hommes (– 20 100); parmi les groupes d'âge, ce sont les 15-24 ans (– 12 500) et les 25-54 ans (– 13 200) qui ont été touchés, une hausse de 4 300 emplois ayant été enregistrée chez les 55 ans et plus. La proportion de l'emploi total que représente le secteur du commerce a donc perdu 0,7 point de pourcentage en 2008 pour s'établir à 16,1 %; ce secteur demeure malgré tout bon premier sur ce plan, une position qu'il occupe depuis 2005 (voir figure 4).

Tableau 1
Emploi par secteur d'activité économique au Québec[1], 2008

	Niveau	Variation	
	2008	2008	2007
	k	k	
Total (les deux industries)	**3 881,7**	**30,0**	**86,3**
Industrie des biens	**886,4**	**14,3**	**-29,0**
Secteur primaire	94,2	-6,9	-2,8
Services publics	32,9	0,6	2,6
Construction	215,8	20,3	9,4
Fabrication	543,6	0,4	-38,1
Industrie des services	**2 995,2**	**15,6**	**115,2**
Commerce	624,6	-21,4	17,5
Transport et entreposage	186,0	7,6	11,2
Finance, assurances, immobilier et location	230,6	-1,0	9,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	265,6	8,9	15,0
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	136,9	-10,5	7,6
Services d'enseignement	256,5	-2,8	-1,6
Soins de santé et assistance sociale	470,6	15,4	1,1
Information, culture et loisirs	174,8	2,9	11,5
Hébergement et services de restauration	244,7	8,2	21,7
Autres services	175,8	-0,9	17,6
Administrations publiques	229,1	9,3	4,2

1. En raison de l'arrondissement des données, la somme des parties ne correspond pas nécessairement au total.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Traitement : Institut de la statistique du Québec.

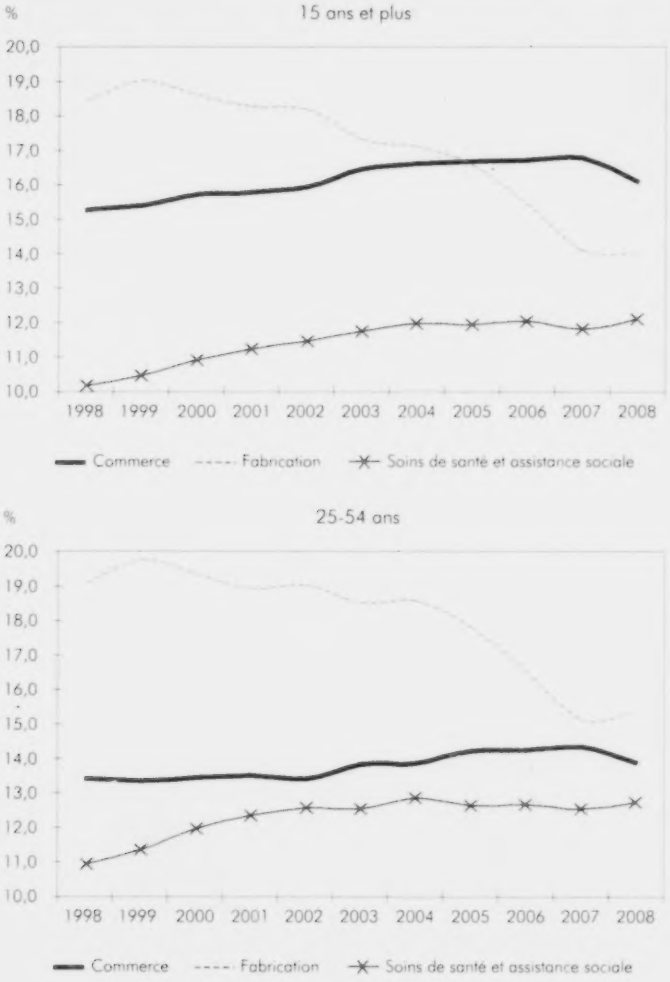
Le secteur de la fabrication stagne

Du côté du secteur de la fabrication, deuxième secteur en importance au Québec en termes d'emplois, aucune variation significative n'est notée en 2008. Une légère hausse de l'expédition manufacturière (+ 1,7 % en 2008 comparativement à + 1,1 % en 2007) ainsi qu'un répit de la hausse du huard ne sont pas étrangers à la pause du recul de l'emploi observée dans la fabrication. Des mouvements se sont tout de même produits au sein des sous-secteurs; en effet, certains sous-secteurs affichent un meilleur portrait que d'autres, et il ne s'agit pas des mêmes qu'en 2007. D'abord, il s'est ajouté 4 200 emplois dans le secteur de la fabrication de biens durables et il s'en est perdu 3 800 dans celui des biens non durables.

Parmi les variations notables, on constate une hausse de 9 100 emplois dans le sous-secteur de la fabrication de matériel de transport et de 5 900 emplois dans celui de la fabrication de produits minéraux non métalliques. De plus, on remarque que le secteur des usines de textiles et de produits textiles et celui de la fabrication de vêtements, de produits en cuir et de produits analogues cèdent respectivement 6 800 et 5 300 emplois. Les baisses observées dans ces derniers sous-secteurs qui sont à forte prédominance féminine sont un des facteurs expliquant pourquoi seules les femmes ont accusé des pertes d'emplois dans le secteur de la fabrication en 2008 (– 5 200 contre un gain de 5 600 chez les hommes).

Comme vu précédemment, le commerce est devenu, depuis 2005, le principal secteur d'activité économique au Québec pour l'ensemble des travailleurs. Toutefois, lorsque l'analyse cible le groupe d'âge dit plus actif sur le marché du travail, soit les 25-54 ans, c'est le secteur de la fabrication qui occupe toujours le premier rang en 2008 (voir figure 4) bien qu'il regroupe proportionnellement moins de travailleurs qu'en 1998. Le secteur du commerce, malgré une légère hausse de sa présence au cours de la période étudiée, demeure en deuxième position dans ce groupe d'âge; cette situation est attribuable au fait que les 15-24 ans occupent une part importante des emplois de ce secteur. Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale est le troisième secteur en importance, et ce, autant pour l'ensemble des travailleurs que pour ceux âgés de 25 à 54 ans. Dans les deux cas, il a augmenté sa part dans l'emploi total de près de 2 points de pourcentage depuis 1998.

Figure 4
Chez les 25-54 ans, le secteur de la fabrication demeure le principal employeur



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

La création d'emplois selon diverses caractéristiques[2]

L'emploi recule chez les travailleurs autonomes

Au Québec en 2008, on compte 39 700 employés de plus (+ 1,2 %) et 9 800 travailleurs autonomes de moins (– 1,8 %). La création d'emplois chez les employés en 2008 s'est faite sensiblement au même rythme qu'en 2007 (+ 1,1 %). Dans ce groupe, l'emploi connaît une croissance continue depuis 1997. Le recul du travail autonome en 2008 constitue quant à lui un renversement puisqu'une très forte croissance était enregistrée en 2007 (+ 9,9 %); plus de la moitié de la création totale d'emplois était d'ailleurs attribuable à cette catégorie de travailleurs cette année-là. Le travail autonome connaît beaucoup de variabilité selon les années et, en 2008, sa proportion dans l'emploi total est de 14,0 % (14,3 % en 2007 et 15,3 % en 1998).

Chez les employés, ceux du secteur public et ceux du secteur privé affichent le même rythme de croissance de l'emploi en 2008, soit 1,2 %. Cela représente toutefois un nombre d'emplois supérieur dans le cas du secteur privé (+ 30 500) que dans celui du secteur public (+ 9 300). Sur la période 1998-2008, autant les employés du secteur privé que ceux du secteur public ont connu une croissance continue de l'emploi, à l'exception d'une année de relative stabilité dans chaque cas; peu importe l'année, le secteur public regroupe environ 24 % des employés du Québec.

Toujours chez les employés, les emplois qui ont été créés en 2008 sont essentiellement non syndiqués (+ 31 500; + 1,6 %). La création a été plus faible chez les employés syndiqués (+ 8 200; + 0,6 %). Le taux de couverture syndicale s'est ainsi établi à 39,4 % en 2008, son plus faible niveau de la série chronologique qui débute en 1997. De plus, la création nette a mené à une hausse de l'emploi permanent (+ 51 300; + 1,8 %) et à un recul de l'emploi temporaire (– 11 600; – 2,5 %). En 2008, 13,5 % des employés ont un statut d'emploi temporaire, la plus faible proportion depuis 1999 (13,5 % également).

2. Voir le tableau 2.

Les femmes obtiennent près des trois quarts des emplois créés

Les femmes ont profité de la création d'environ 22 400 emplois (+ 1,2 %) en 2008, ce qui, à l'instar de l'année 2007, représente environ les trois quarts de la création nette. La croissance a été trois fois moindre chez les hommes (+ 7 600; + 0,4 %). Depuis 2000, les femmes ont bénéficié de la moitié des emplois créés, sauf en 2006. Cette croissance généralement plus forte de l'emploi des femmes au fil du temps pousse le taux de présence de celles-ci vers un nouveau sommet; ainsi, les femmes occupent 47,8 % des emplois en 2008 (47,6 % en 2007 et 44,9 % en 1998).

La création s'observe chez les travailleurs les plus âgés et les plus jeunes

L'emploi a connu une bonne croissance en 2008 chez les travailleurs âgés de 55 ans et plus (+ 22 500; + 4,1 %), bien qu'il s'agisse du plus faible taux de croissance dans ce groupe depuis 2001. L'emploi a également progressé chez les 15-24 ans en 2008, mais dans une moindre mesure (+ 14 500; + 2,6 %). Les 25-54 ans, pour leur part, ont subi une perte de 7 100 emplois (– 0,3 %). Les plus jeunes et les plus âgés ont ainsi affirmé leur présence dans l'emploi total au détriment des 25-54 ans. Les 55 ans et plus n'ont jamais été aussi présents proportionnellement depuis le début de la série chronologique en 1976, ce qui va dans le sens de l'évolution démographique (vieillissement de la population et de la main-d'œuvre en général). En 2008, ils occupent 14,6 % des emplois, une proportion très près de celle enregistrée chez les jeunes (14,7 %), tandis que la part des 25-54 ans est de 70,7 %.

Parmi les nouveaux emplois, 7 sur 10 sont à temps plein

Malgré une croissance relativement plus forte de l'emploi à temps partiel par rapport à celui à temps plein (+ 1,2 % contre + 0,7 %), la majorité des emplois créés en 2008 sont à temps plein (+ 21 200 comparativement à + 8 700 emplois à temps partiel). Cette tendance est similaire à ce qui est observé en 2007 et 2006. Le taux de présence de l'emploi à temps partiel en 2008 demeure stable par rapport à 2007 (18,6 %). Il a toutefois quelque peu augmenté au cours des dix dernières années puisqu'il était de 17,5 % en 1998.

En 2008, chez les femmes, un peu plus des trois quarts des nouveaux emplois sont à temps plein (+ 16 900). Chez les hommes, la création nette d'emplois se partage entre l'emploi à temps plein (+ 4 400) et celui à temps partiel (+ 3 200). L'analyse selon l'âge et le régime de travail révèle que la hausse de l'emploi chez les 15-24 ans s'observe surtout dans l'emploi à temps partiel (+ 9 800 ou 67,5 % de la création totale dans ce groupe d'âge). Un des facteurs explicatifs de cette situation serait la croissance de l'emploi étudiant; en 2008, pour les huit mois compris dans l'année scolaire (excluant donc les mois de mai à août), on assiste à une augmentation de 9 700 emplois à temps partiel chez les étudiants de 15-24 ans. Chez les 55 ans et plus, 84,9 % des emplois créés sont à temps plein. Quant aux pertes enregistrées chez les 25-54 ans, elles concernent davantage l'emploi à temps partiel (– 4 400) que celui à temps plein (– 2 600).

Tableau 2
Emploi selon le sexe, le groupe d'âge et le régime de travail[1], Québec, 2008

	2008	Variation 2007-2008		Part du groupe dans l'emploi total - 2008
	k	k	%	%
Emploi				
Ensemble	3 881,7	30,0	0,8	...
Femmes	1 856,7	22,4	1,2	47,8
Hommes	2 025,0	7,6	0,4	52,2
15-24 ans	570,5	14,5	2,6	14,7
25-54 ans	2 744,4	–7,1	–0,3	70,7
55 ans et plus	566,7	22,5	4,1	14,6
Emploi à temps plein	3 158,0	21,2	0,7	81,4
Emploi à temps partiel	723,6	8,7	1,2	18,6
Femmes				
15-24 ans	283,3	7,9	2,9	15,3
25-54 ans	1 314,4	–4,6	–0,3	70,8
55 ans et plus	259,0	19,0	7,9	13,9
Hommes				
15-24 ans	287,2	6,6	2,4	14,2
25-54 ans	1 430,0	–2,5	–0,2	70,6
55 ans et plus	307,7	3,5	1,2	15,2
Emploi à temps plein				
Femmes	1 375,0	16,9	1,2	43,5
Hommes	1 783,0	4,4	0,2	56,5
15-24 ans	293,8	4,8	1,7	9,3
25-54 ans	2 429,9	–2,6	–0,1	76,9
55 ans et plus	434,4	19,1	4,6	13,8
Emploi à temps partiel				
Femmes	481,7	5,5	1,2	66,6
Hommes	241,9	3,2	1,3	33,4
15-24 ans	276,8	9,8	3,7	38,3
25-54 ans	314,6	–4,4	–1,4	43,5
55 ans et plus	132,3	3,4	2,6	18,3

1. En raison de l'arrondissement des données, la somme des parties ne correspond pas nécessairement au total.
... N'ayant pas lieu de figurer.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Traitement : Institut de la statistique du Québec.

La population active et le taux de chômage

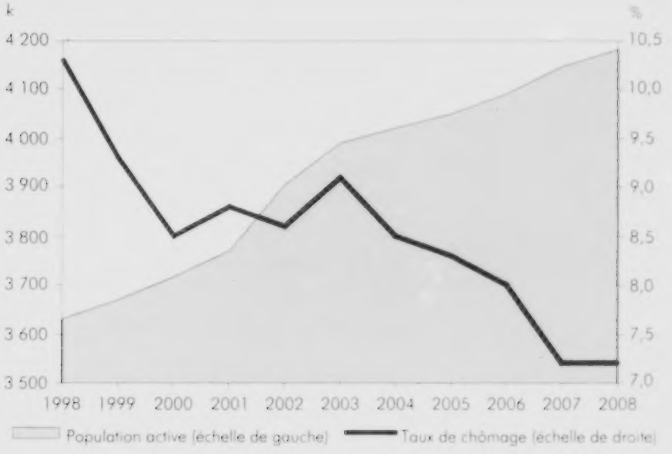
Le taux de chômage se maintient à son plus bas niveau

En 2008, 34 800 personnes se sont ajoutées à la population active du Québec, une hausse de 0,8 %; cette augmentation est inférieure à la hausse annuelle moyenne des dix dernières années (+ 56 800 personnes/année de 1998 à 2007). Cette progression a permis à la population active d'atteindre un nouveau sommet, soit de 4 184 900 personnes (voir figure 5). L'augmentation de la population active est surtout notée au quatrième trimestre (+ 12 600), mais les premier et deuxième trimestres présentent aussi des hausses, bien que plus modérées (respectivement + 6 500 et + 2 400). Enfin, un léger repli est observé au troisième trimestre (– 5 900).

Le taux de chômage diminue lorsque la croissance de l'emploi, en pourcentage, est supérieure à celle de la population active. Pour l'année 2008, les taux de croissance de l'emploi et de la population active sont identiques; ils s'élèvent, rappelons-le, à 0,8 %. Le niveau de la population active étant à la base plus élevé, l'augmentation du nombre de personnes ayant intégré le marché du travail (+ 34 800) est plus importante que celle en emploi (+ 30 000); en conséquence, on compte près de 5 000 chômeurs de plus en 2008. Le taux de chômage demeure stable à 7,2 %, niveau qu'il a atteint en 2007 et qui constitue le plus faible taux depuis le début de la série chronologique (1976). Il a toutefois varié selon les trimestres, ayant augmenté quelque peu au cours des deux premiers pour se stabiliser au troisième. Au cours du quatrième trimestre, il a diminué en raison de la forte création d'emplois. Il convient de souligner qu'un record a été atteint en janvier 2008 : un taux de chômage de 6,8 %, soit le plus bas niveau mensuel jamais observé.

Davantage de femmes (+ 20 900) que d'hommes (+ 13 900) se sont ajoutées à la population active québécoise en 2008. Cette tendance va dans le même sens que ce qui est observé sur la période 1998-2007; seule l'année 1999 présente une contribution moins importante de femmes à la hausse de la population active. Les hommes demeurent toujours majoritaires en 2008 dans la population active, avec une proportion de 52,7 %. On constate cependant que les femmes affirment de plus en plus leur présence sur le marché du travail, car leur part était de 44,8 % en 1998 et de 35,8 % en 1976.

Figure 5
Le taux de chômage demeure stable à 7,2 % en 2008



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Les 55 ans et plus, soit le groupe d'âge le moins présent sur le marché du travail, ont connu la plus forte progression en termes de population active en 2008 avec l'addition de 26 900 personnes. Les 15-24 ans ont aussi vu leur population active s'accroître, mais dans une moindre mesure (+ 13 600). Pour sa part, le groupe d'âge le plus actif sur le marché du travail, soit les 25-54 ans, compte 5 700 personnes de moins dans sa population active cette même année. Ainsi, parmi la population active de 2008, 7 personnes sur 10 sont âgées de 25 à 54 ans, 15,5 % ont entre 15 et 24 ans et 14,5 % appartiennent au groupe des 55 ans et plus. Le changement notable observé sur la décennie est une plus grande présence des 55 ans et plus dans l'ensemble de la population active (leur taux de présence s'établissait à 9,1 % en 1998), au détriment du groupe des 25-54 ans.

Si le taux de chômage d'ensemble est demeuré inchangé en 2008, il en va autrement lorsque l'on ventile selon le sexe. Le taux de chômage des femmes a diminué, passant de 6,4 % en 2007 à 6,2 % en 2008, en raison d'une croissance un peu

Figure 6
L'écart à l'avantage des femmes au chapitre du taux de chômage n'a jamais été aussi grand

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

plus forte de l'emploi que de la population active. L'inverse est noté chez les hommes, alors que plus de personnes ont intégré la population active qu'il ne s'est créé d'emplois; leur taux de chômage est donc en hausse, passant de 7,9 % à 8,2 % entre 2007 et 2008. Chez les femmes, le taux de chômage de 2008 constitue un creux historique, tandis que les hommes ont enregistré le leur en 2007. Depuis 1991, le taux de chômage des femmes est toujours inférieur à celui des hommes et l'année 2008 présente le plus grand écart entre les sexes, soit de 2 points de pourcentage (voir figure 6).

En 2008, une baisse du taux de chômage est constatée chez les plus jeunes alors qu'une hausse est notée pour les deux autres groupes d'âge. Les 15-24 ans ont donc vu leur taux diminuer de 0,4 point de pourcentage et se fixer à 12,1 %, un creux historique (série débutée en 1976). Ce taux demeure tout de même nettement supérieur aux taux des autres groupes; chez les 25-54 ans, le taux de chômage atteint 6,3 %, en hausse de 0,1 point par rapport à 2007, et chez les 55 ans et plus, 6,8 % (+ 0,4 point).

Le taux d'activité et le taux d'emploi

L'écart entre les hommes et les femmes quant aux taux d'activité et d'emploi n'a jamais été aussi bas

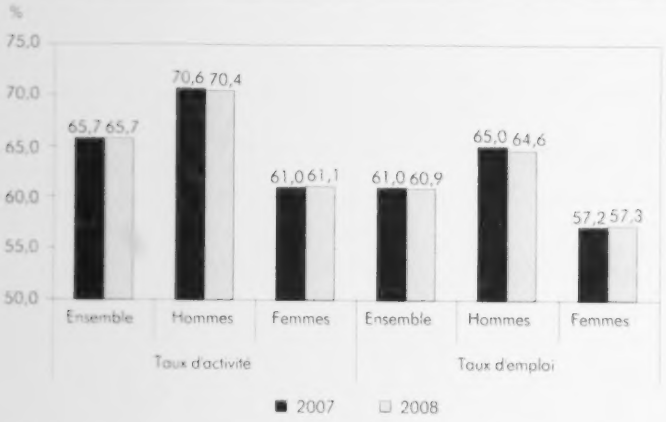
Le taux d'activité (proportion de la population âgée de 15 ans et plus qui occupe un emploi ou est activement à la recherche d'un emploi) est resté stable à 65,7 % en 2008. Rappelons qu'un sommet avait été atteint en 2003 (66,0 %). Le taux d'activité des hommes a régressé pour une cinquième année consécutive. Il a perdu 0,2 point de pourcentage en 2008 pour s'établir à 70,4 %. Chez les femmes, le taux d'activité a augmenté pour une quatrième année consécutive; la hausse de 2008 (+ 0,1 point) a permis d'atteindre un nouveau sommet, soit 61,1 %. En 2008, 9,3 points séparent les taux masculin et féminin, le plus faible écart jamais observé (voir figure 7).

Les taux d'activité et d'emploi des 55 ans et plus sont à leur plus haut niveau

Le taux d'activité des plus jeunes et celui des plus âgés ont augmenté en 2008 alors que celui des 25-54 ans est demeuré inchangé (voir figure 8). La hausse a été importante chez les 15-24 ans, soit de 1,1 point; leur taux d'activité s'est ainsi fixé à 67,7 %. Un sommet avait été atteint en 2003 pour ce groupe (68,4 %). La progression a été plus modeste pour le taux d'activité des 55 ans et plus (+ 0,5 point), mais elle a été suffisante pour que ce taux atteigne son plus haut niveau de la série chronologique (1976), soit 29,8 %. Depuis 2006, le taux d'activité des 55 ans et plus s'élève à des niveaux qui n'avaient pas été observés depuis la fin de la décennie 1970. Quant au taux d'activité des 25-54 ans, il est resté stable à 86,8 %, sommet atteint en 2007.

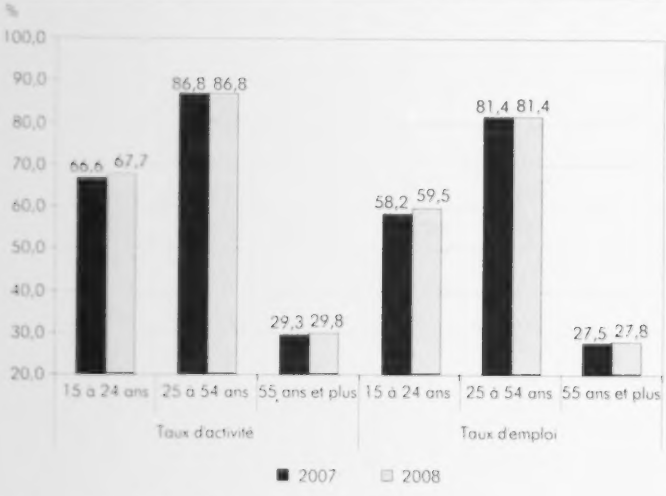
En ce qui concerne le taux d'emploi (proportion de la population âgée de 15 ans et plus qui occupe un emploi), une légère baisse est notée en 2008, soit de 0,1 point de pourcentage (60,9 %). Ce taux demeure tout de même élevé; il est le deuxième plus haut depuis le début de la série (1976) après le sommet enregistré en 2007 (61,0 %). Le taux d'emploi des hommes a perdu 0,4 point en 2008 pour s'établir à 64,6 %, après trois années à 65,0 % (de 2005 à 2007). Chez les femmes, le taux d'emploi a gagné 0,1 point pour se fixer à 57,3 %, un nouveau sommet. Rappelons que 1999 est la première année où plus de la moitié de la population féminine occupe un emploi. En 2008, l'écart entre les taux d'emploi masculin et féminin – toujours à l'avantage des hommes – est à son plus bas niveau, soit 7,3 points (le plus grand écart était de 33,1 points, en 1976).

Figure 7
Les taux d'activité et d'emploi des femmes atteignent des sommets



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Figure 8
Le taux d'emploi est à son plus haut niveau dans chaque groupe d'âge



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Le taux d'emploi de chaque groupe d'âge en 2008 a suivi sensiblement la même tendance que le taux d'activité : une forte hausse est notée chez les plus jeunes, une augmentation plus modeste est observée chez les 55 ans et plus alors que le taux d'emploi des 25-54 ans est demeuré stable. Le taux d'emploi des 15-24 ans a en effet augmenté de 1,3 point, se fixant à 59,5 %, un sommet. Chez les 55 ans et plus, le taux d'emploi a gagné 0,3 point et retrouvé son niveau de 1976 qui est le plus élevé de la série chronologique, soit 27,8 %. Quant aux 25-54 ans, 81,4 % de la population occupe un emploi en 2008, une proportion identique à celle de 2007; il s'agit du plus important rapport emploi-population pour ce groupe depuis la première année de disponibilité des données.

La rémunération et les heures de travail

L'écart hommes-femmes de rémunération horaire s'accroît en 2008

Les données présentées sur la rémunération et les heures de travail sont basées sur les employés seulement; elles ne prennent donc pas en considération les travailleurs autonomes. Les heures de travail font référence à la semaine habituelle de travail à l'emploi principal.

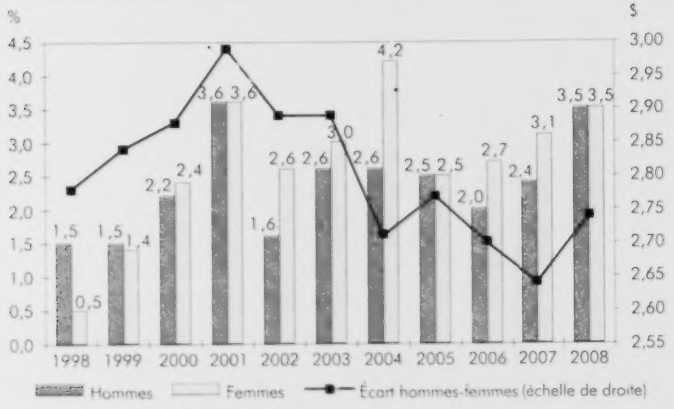
En 2008, le salaire horaire moyen pour l'ensemble des employés québécois s'est établi à 20,03 $, une augmentation de 0,68 $ ou de 3,5 % par rapport à 2007 (en termes nominaux). Cette hausse est plus importante que celle de l'IPC qui a été de 2,1 % en 2008. La croissance de la rémunération horaire s'est accélérée en 2008 comparativement aux trois années précédentes où les taux se situaient autour de 2,5 %; il faut remonter jusqu'en 2001 (+ 3,5 %) pour retrouver le rythme de croissance de 2008. Entre 1998 et 2008, la rémunération horaire moyenne a crû de 4,54 $ ou de 29,3 %.

La rémunération horaire des hommes et des femmes a progressé au même rythme en 2008 (+ 3,5 %) (voir figure 9). Le salaire des hommes étant plus élevé, une augmentation en dollars plus forte chez les hommes (+ 0,73 $; 21,39 $) que chez les femmes (+ 0,63 $; 18,65 $) est observée. L'écart entre les sexes sur le plan de la rémunération horaire, exprimé en dollars, s'est donc accentué en 2008 par rapport à 2007, pour s'établir à 2,74 $ à l'avantage des hommes[3]. Cet écart a beaucoup varié au cours des dernières années, s'élevant jusqu'à 2,99 $ en 2001, pour se situer en 2008 à un niveau similaire à celui de 1998 (2,78 $). Depuis 2000, la rémunération des femmes augmente à un rythme équivalent ou supérieur à celui des hommes.

Les travailleurs les plus âgés et les plus jeunes ont connu en 2008 la plus forte augmentation de la rémunération horaire moyenne des dix dernières années; celle-ci a crû de 6,0 % chez les 55 ans et plus et de 4,1 % chez les 15-24 ans. Chez les

3. L'écart salarial entre les hommes et les femmes est souvent exprimé en ratio (salaire des femmes par rapport à celui des hommes en pourcentage). En 2008, ce ratio est demeuré identique à celui de 2007, soit 87,2 %. Il est en croissance quasi continue depuis la première année de disponibilité des données, soit 1997 (ratio de 84,2 %).

Figure 9
L'écart salarial entre hommes et femmes s'accroît en 2008



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

25-54 ans, la hausse (+ 3,1 %) a été similaire à celle de 2007 (+ 3,2 %). Les niveaux de rémunération horaire des 25-54 ans et des 55 ans et plus sont près l'un de l'autre chaque année; en 2008, ils se fixent respectivement à 21,66 $ et 21,81 $. Les plus jeunes ont un niveau de rémunération nettement inférieur à celui des deux autres groupes d'âge, soit de 11,73 $ en 2008.

La semaine habituelle de travail des employés québécois est demeurée stable en 2008 à 34,5 heures, un creux historique atteint en 2007 (série chronologique débutée en 1987). Elle a diminué progressivement et de façon quasi continue depuis 1998 (35,2 heures). Les heures habituelles de travail ont descendu à 35,0 heures en 2001, niveau au-dessous duquel elles se maintiennent depuis. Si l'on considère l'ensemble des travailleurs (incluant les travailleurs autonomes), les heures hebdomadaires habituelles sont de 35,3, en baisse de 0,2 heure par rapport à 2007. La semaine habituelle de travail des employés est plus longue chez les hommes (36,8 heures) que chez les femmes (32,1 heures) en 2008. Parmi les groupes d'âge, ce sont les 25-54 ans (36,4 heures) qui travaillent le plus d'heures chaque semaine, suivis des 55 ans et plus (33,7 heures). La semaine habituelle de travail des 15-24 ans (26,9 heures) est nettement plus courte.

La situation dans les régions administratives[4]

La création d'emplois

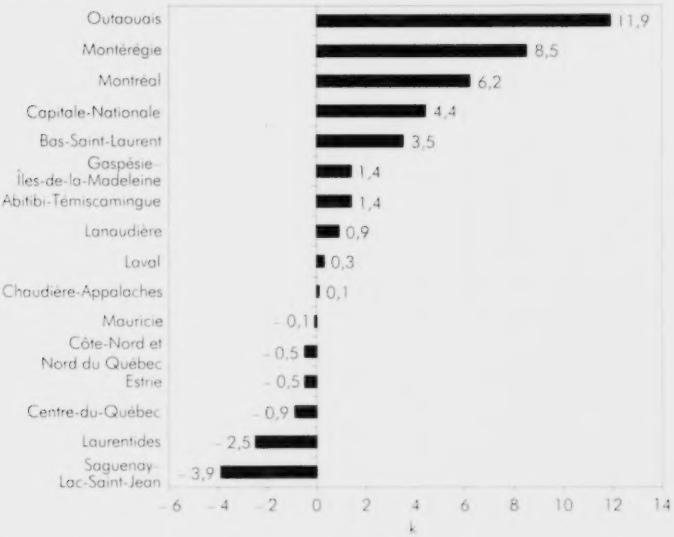
L'Outaouais contribue à plus du tiers de la création totale d'emplois en 2008

Les régions administratives n'ont pas toutes contribué de la même manière à l'évolution de l'emploi en 2008, certaines ayant soutenu la création et d'autres y ayant mis un frein (voir figure 10). La région de l'Outaouais est celle où l'on observe le plus de nouveaux emplois (+ 11 900), suivie des régions de la Montérégie (+ 8 500) et de Montréal (+ 6 200). Dans la région de l'Outaouais, la création provient surtout de l'industrie des services (+ 11 300); plusieurs secteurs d'activité économique se partagent les nouveaux emplois, mais la plus forte hausse est notée dans le secteur des administrations publiques (+ 4 000). En Montérégie, la croissance de l'emploi a été uniquement attribuable à l'industrie des biens (+ 21 100), celle des services ayant cédé 12 700 emplois; le secteur de la fabrication (+ 15 900) a connu la plus forte progression dans cette région. La création d'emplois dans la région de Montréal a été exclusivement le fait de l'industrie des services (+ 14 300), un repli ayant été observé dans celle des biens (– 8 100). Plusieurs secteurs ont contribué à cette augmentation, mais le principal gain est noté dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 8 600). Bien que le bilan d'ensemble soit positif dans cette région, il convient de mentionner un important recul dans deux secteurs : 15 300 emplois de moins dans le commerce (ou 71,5 % du total des emplois perdus dans ce secteur au Québec) et 10 400 dans la fabrication.

La région de l'Outaouais n'a pas seulement fortement contribué à la création d'emplois en nombre, mais elle présente aussi la plus forte hausse relative de son niveau de l'emploi (+ 6,3 %). Deux autres régions ont aussi connu une forte croissance relative même si elles n'ont pas généré un nombre particulièrement important d'emplois. Il s'agit de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 4,0 %) et du Bas-Saint-Laurent (+ 3,9 %).

4. Les données présentées sont en fonction du lieu de résidence du répondant et non en fonction du lieu de travail. Prenons l'indicateur de l'emploi à titre d'exemple : le chiffre sur l'emploi indique le nombre de personnes dans la région qui occupent un emploi, mais on ne sait pas si ces emplois se situent dans la même région ou dans une autre.

Figure 10
Seules trois régions connaissent une variation de plus de 5 000 emplois en 2008



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

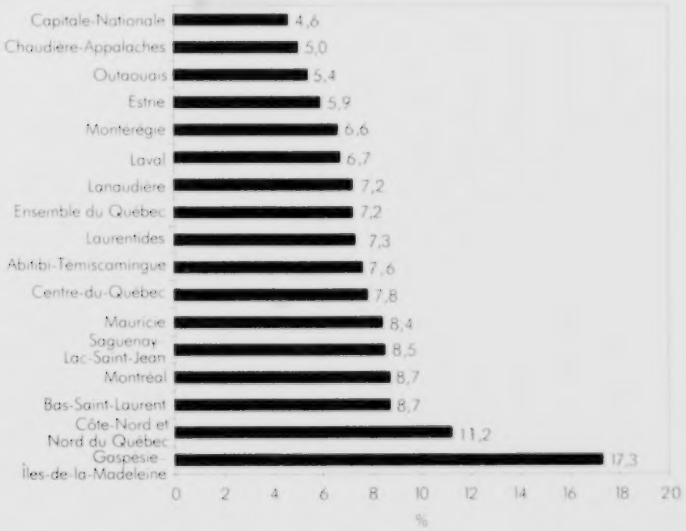
Peu de régions ont subi une perte notable d'emplois en 2008. La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean a accusé la baisse la plus importante autant en nombre (– 3 900) qu'en importance relative (– 3,1 %). La région des Laurentides suit avec un recul de 2 500 emplois.

Le taux de chômage et le taux d'emploi

Le taux de chômage est à son plus bas niveau dans sept régions en 2008

L'analyse révèle que sept régions administratives ont un taux de chômage égal ou inférieur à la moyenne québécoise (7,2 %, rappelons-le) en 2008, tandis que les neuf autres affichent un taux supérieur (voir figure 11). Une fois de plus, c'est la région de la Capitale-Nationale qui présente le plus faible taux de chômage, soit 4,6 %. Le plus élevé est noté dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (17,3 %). Une seule autre région montre un taux de chômage de plus de 10 % en 2008, soit le regroupement Côte-Nord et Nord-du-Québec, avec un taux de 11,2 %. Sept régions ont connu en 2008 leur plus bas taux de chômage de la série chronologique (1987) : Capitale-Nationale (4,6 %), Chaudière-Appalaches (5,0 %), Outaouais (5,4 %), Estrie (5,9 %), Abitibi-Témiscamingue (7,6 %), Mauricie (8,4 %) et Saguenay–Lac-Saint-Jean (8,5 %).

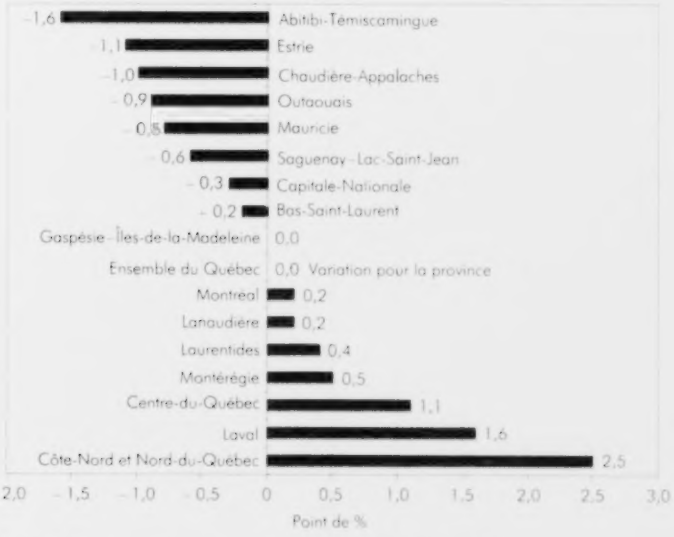
Figure 11
La région de la Capitale-Nationale affiche toujours en 2008 le plus bas taux de chômage au Québec



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Sur le plan de l'évolution du taux de chômage, les régions administratives n'ont pas toutes connu la même stabilité que l'ensemble du Québec en 2008. Un recul est en effet noté pour huit régions, une hausse pour sept autres, tandis que le taux de chômage demeure inchangé dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Six régions montrent des variations de 1 point de pourcentage ou plus de leur taux de chômage en 2008. Pour trois d'entre elles, la situation s'est améliorée puisque le taux de chômage a diminué. Le plus fort recul est enregistré dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue (– 1,6 point); les régions de l'Estrie et de Chaudière-Appalaches suivent avec des baisses respectives de 1,1 point et de 1,0 point. Les trois autres régions ont vu leur taux de chômage augmenter; il s'agit du regroupement Côte-Nord et Nord-du-Québec (+ 2,5 points) ainsi que des régions de Laval (+ 1,6 point) et du Centre-du-Québec (+ 1,1 point).

Figure 12
Le taux de chômage diminue fortement dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue en 2008



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

Cinq régions enregistrent un sommet pour le taux d'emploi en 2008

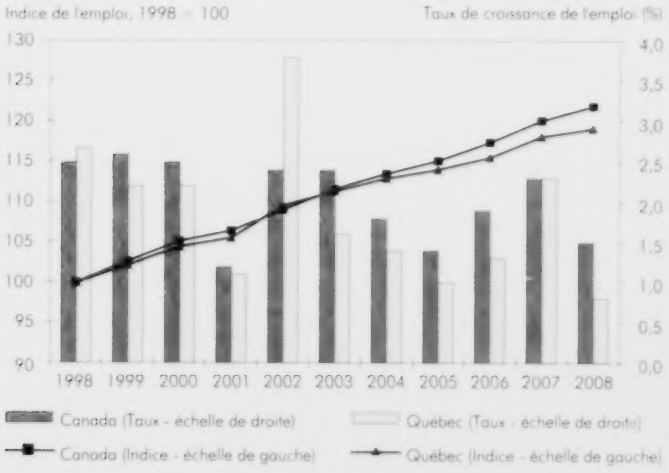
En 2008, sept régions présentent un taux d'emploi supérieur à la moyenne québécoise (60,9 %, rappelons-le), tandis que les neuf autres ont un taux plus faible. La région de l'Outaouais affiche le plus élevé (67,6 %) et celle de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le plus faible (45,0 %); cette dernière région est la seule où moins de la moitié de la population de 15 ans et plus occupe un emploi. Certaines régions ont connu une variation notable du taux d'emploi en 2008 : les régions de l'Outaouais, du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine enregistrent des hausses respectives de 2,9, de 2,1 et de 1,7 points de pourcentage, tandis que celles des Laurentides (– 2,0 points), de Lanaudière (– 1,6 point) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 1,6 point) montrent des baisses. Le taux d'emploi atteint un sommet (série débutée en 1987) dans cinq régions : Outaouais (67,6 %), Capitale-Nationale (63,0 %), Montréal (60,1 %), Abitibi-Témiscamingue (59,0 %) et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (45,0 %).

La situation au Canada

Le Québec comparé avec l'ensemble du Canada

Depuis 1998, la croissance de l'emploi est légèrement plus faible au Québec (+19,2 %) qu'au Canada (+ 21,9 %) (voir figure 13). En effet, pour la plupart des années de cette période, le taux de croissance au Québec est plus bas; l'année 2007 fait exception, les taux étant identiques, ainsi que les années 1998 et 2002 où le taux de croissance observé au Québec est supérieur à celui enregistré au Canada.

Figure 13
Au chapitre de l'indice de l'emploi, l'écart défavorable au Québec s'accentue en 2008



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

La croissance de l'emploi en 2008 est presque deux fois moins rapide au Québec qu'au Canada

En 2008, l'emploi au Québec (+ 0,8 %) a crû à un rythme près de deux fois moins rapide que dans l'ensemble du Canada (+ 1,5 %; + 259 400 emplois) (voir tableau 3); en 2007, les taux de croissance étaient identiques (+ 2,3 %). En 2008, le Québec a connu la plus faible croissance relative de l'emploi parmi toutes les provinces. Celles de l'Ouest affichent toutes – et sont les seules dans cette situation – une croissance supérieure à la moyenne canadienne, les taux oscillant entre 1,7 % et 2,8 %. Il n'en demeure pas moins que l'emploi a progressé dans chacune des provinces. Les plus fortes hausses sont notées en Ontario (+ 93 500; + 1,4 %; 36,0 % de la création d'emplois totale au Canada), en Alberta (+ 53 900; + 2,8 %; 20,8 %), en Colombie-Britannique (+ 48 000; + 2,1 %; 18,5 %) et enfin au Québec (+ 30 000; + 0,8 %; 11,6 %). Ces régions sont d'ailleurs les plus populeuses.

Au Canada, les deux tiers de la création nette d'emplois en 2008 s'observe dans l'emploi à temps plein (+ 173 500; + 1,3 %), bien que l'emploi à temps partiel (+ 85 900; + 2,8 %) ait connu une croissance relative beaucoup plus forte. Cette proportion est similaire à celle notée au Québec : un peu plus de 7 nouveaux emplois sur 10 sont à temps plein. Les femmes ont obtenu moins de la moitié (49,0 %) des nouveaux emplois au Canada tandis qu'elles ont bénéficié des trois quarts des emplois créés au Québec. Ainsi, leur part dans l'emploi canadien est de 47,3 %; ce taux est similaire à celui du Québec (47,8 %). L'analyse de l'évolution de l'emploi selon les secteurs d'activité en 2008 montre des différences mais aussi certaines similitudes entre le Canada et le Québec. L'analyse selon les deux grandes industries met déjà en évidence une différence majeure : au Canada, l'industrie des biens ne contribue qu'au dixième de la création nette d'emplois alors que cette part est de près de la moitié au Québec. Le Canada et le Québec ont en commun une forte croissance dans le secteur de la construction, soit de 8,7 % au Canada (+ 98 700 emplois) et 10,4 % au Québec. Un peu plus du cinquième des emplois créés à l'échelle canadienne dans ce secteur en 2008 se sont retrouvés au Québec. Au Canada, c'est le secteur de la fabrication (– 74 600; – 3,6 %) qui a mis un frein à la création d'emplois alors qu'au Québec, ce secteur

Tableau 3
Emploi et taux de chômage au Canada et dans les provinces, 2008

	Emploi			Taux de chômage	
	2008	Variation 2007-2008		2008	Variation 2007-2008
	k	k	%	%	Point de %
Canada	**17 125,8**	**259,4**	**1,5**	**6,1**	**0,1**
Terre-Neuve-et-Labrador	220,3	3,2	1,5	13,2	-0,4
Île-du-Prince-Édouard	70,2	0,9	1,3	10,8	0,5
Nouvelle-Écosse	453,2	5,6	1,3	7,7	-0,3
Nouveau-Brunswick	366,2	3,4	0,9	8,6	1,1
Québec	3 881,7	30,0	0,8	7,2	0,0
Ontario	6 687,3	93,5	1,4	6,5	0,1
Manitoba	606,7	10,2	1,7	4,2	-0,2
Saskatchewan	512,7	10,9	2,2	4,1	-0,1
Alberta	2 013,3	53,9	2,8	3,6	0,1
Colombie-Britannique	2 314,3	48,0	2,1	4,6	0,4

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.

est resté stable. Les pertes au Canada dans ce secteur sont attribuables aux provinces de l'Ontario (– 49 400; – 5,2 %) et de la Colombie-Britannique (– 17 700; – 8,6 %). Rappelons qu'au Québec, c'est le secteur du commerce qui a accusé les pertes d'emplois les plus importantes; malgré ces pertes et celles ayant eu lieu en Colombie-Britannique (– 10 200), ce secteur est resté stable dans l'ensemble du Canada grâce à une croissance en Alberta (+ 26 400; + 9,1 %). Au Canada, trois autres secteurs ont soutenu la croissance de l'emploi en 2008, soit les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 63 100; + 5,6 %), les administrations publiques (+ 61 100; + 7,1 %) et les soins de santé et l'assistance sociale (+ 57 300; + 3,1 %); ces secteurs ont aussi connu une bonne croissance au Québec (entre + 3,4 % et + 4,2 %).

Alors que le taux de chômage du Québec est demeuré en 2008 à son plus bas niveau historique (7,2 %), celui du Canada a augmenté de 0,1 point de pourcentage pour s'établir à 6,1 %.

Les taux d'activité et d'emploi canadiens atteignent un sommet en 2008

En 2008, le taux d'activité du Canada a gagné 0,2 point de pourcentage et le taux d'emploi, 0,1 point. Ces taux ont ainsi atteint des sommets historiques depuis le début de la série chronologique (1976), soit respectivement 67,8 % et 63,6 %; cette situation n'est pas observée au Québec.

La rémunération horaire moyenne est de 21,32 $ en 2008 dans l'ensemble du Canada, une hausse de 4,5 % par rapport à 2007. Cette augmentation est plus importante que celle observée au Québec (+ 3,5 %). Un écart de 1,0 point de pourcentage était également noté en 2007 entre les taux de croissance de la rémunération horaire canadien et québécois (respectivement + 3,5 % et + 2,5 %). La croissance de cet indicateur est forte dans chaque province en 2008, la plus faible augmentation ayant été de 3,4 % (Nouvelle-Écosse); Terre-Neuve-et-Labrador (+ 8,0 %), la Saskatchewan (+ 7,1 %), l'Île-du-Prince-Édouard (+ 6,2 %) et l'Alberta (+ 5,7 %) ont enregistré les plus fortes progressions. L'inflation n'a toutefois pas crû au même rythme dans chaque province, la hausse oscillant entre 1,7 % au Nouveau-Brunswick et 3,4 % à l'Île-du-Prince-Édouard. Lorsqu'on tient compte de l'inflation dans l'analyse, on constate que la hausse de la rémunération a été de 2,1 % en 2008 pour l'ensemble du Canada. Parmi les provinces, le Québec montre la deuxième plus faible augmentation en dollars constants (+ 1,4 %), précédé par la Nouvelle-Écosse (+ 0,3 %). La plus forte hausse est notée à Terre-Neuve-et-Labrador (+ 4,9 %).

En 2008, les employés du Canada travaillent une heure de plus – sur la base des heures habituelles – que leurs homologues du Québec, soit 35,5 contre 34,5 heures. La réduction de 0,1 heure de la semaine habituelle de travail des employés de l'ensemble du Canada, alors que la semaine de travail est restée stable au Québec, a permis de réduire l'écart à ce chapitre.

La situation des autres provinces

L'Ontario est la province qui contribue le plus à la création d'emplois au Canada

Avec l'ajout de 93 500 emplois en 2008, l'Ontario est la province qui a le plus contribué à la création d'emplois de l'ensemble du Canada, soit dans une proportion de 36,0 %. Cette tendance est d'ailleurs observée depuis plus d'une dizaine d'années. Le taux de croissance (+ 1,4 %) est toutefois un peu plus faible que celui du Canada (+ 1,5 %). Le secteur de la fabrication a continué sa descente dans cette province; le nombre d'emplois a baissé de 49 400 (– 5,2 %) pour s'établir à 901 200. Depuis 2007, le niveau de l'emploi du secteur de la fabrication se situe sous le million en Ontario, situation qui n'avait pas été observée depuis 1998. En ce qui concerne les deux grandes industries, il n'y a que l'industrie des services qui a généré de nouveaux emplois (+ 118 100), tandis que celle des biens a essuyé une perte (– 24 700). Le taux de chômage ontarien a augmenté de 0,1 point de pourcentage, mais demeure à un bas niveau, soit 6,5 %.

L'Alberta connaît, une fois de plus, la plus forte croissance relative de l'emploi

L'emploi a progressé de 2,8 % en 2008 en Alberta, la plus forte croissance relative observée parmi les provinces malgré que celle-ci soit nettement inférieure à celle de 2007 et 2006 (+ 4,7 % et + 4,8 %). Cela correspond à un ajout de 53 900 emplois dans cette province, la deuxième plus forte augmentation en nombre au Canada. La croissance provient autant de l'industrie des biens (+ 20 100) que de celle des services (+ 33 800). Les secteurs en croissance dans l'industrie des biens sont la construction (+ 12 200) et l'agriculture (+ 10 600), tandis que le commerce (+ 26 400) et les services professionnels, scientifiques et techniques (+ 17 900) sont ceux de l'industrie des services qui ont le plus contribué à la hausse. Le taux de chômage en Alberta a augmenté de 0,1 point en 2008 pour se fixer à 3,6 %; ce taux demeure le plus faible au pays. Les taux d'activité et d'emploi de l'Alberta ont atteint des sommets, soit respectivement 74,7 % et 72,0 %, et sont les plus élevés au Canada.

Dans les autres provinces de l'Ouest, la croissance est aussi plus forte que dans l'ensemble du Canada

La Saskatchewan (+ 2,2 %), la Colombie-Britannique (+ 2,1 %) et le Manitoba (+ 1,7 %) affichent aussi des taux de croissance de l'emploi plus forts que la moyenne canadienne (+ 1,5 %) en 2008. Dans le cas de la Colombie-Britannique, cela correspond à la création de 48 000 emplois, la troisième plus forte hausse parmi les provinces. L'essentiel de la création nette concerne l'industrie des services (+ 42 200) et est répartie entre plusieurs secteurs. Dans l'industrie des biens, les emplois générés par le secteur de la construction ont été contrebalancés par les pertes dans la fabrication. Pour les deux autres provinces, la hausse équivaut à un ajout respectif d'un peu plus de 10 000 emplois. Les taux de chômage de ces trois provinces sont parmi les plus faibles au pays (entre 4,1 % et 4,6 %); pour le Manitoba (4,2 %), il s'agit du plus bas taux de la série chronologique (1976). Les taux d'activité et d'emploi de ces trois provinces sont tous à leur plus haut niveau en 2008 à l'exception du taux d'activité de la Colombie-Britannique.

L'emploi croît dans chacune des provinces de l'Atlantique, mais modérément

Le taux de croissance de l'emploi dans la région de Terre-Neuve-et-Labrador a été identique à celui du Canada en 2008, soit 1,5 %. Les autres provinces de l'Atlantique ont connu de plus faibles augmentations relatives, bien que toutes supérieures à la hausse notée au Québec : 1,3 % pour l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse et 0,9 % pour le Nouveau-Brunswick. Les taux de chômage de ces provinces sont tous plus élevés que ceux de l'ensemble du Canada et du Québec. Malgré un recul de 0,4 point en 2008, qui lui a permis d'atteindre son plus bas niveau historique, le taux de chômage de Terre-Neuve-et-Labrador (13,2 %) demeure le plus élevé au pays. Il est suivi des taux de l'Île-du-Prince-Édouard (10,8 %; + 0,5 point), du Nouveau-Brunswick (8,6 %; + 1,1 point) et de la Nouvelle-Écosse (7,7 %; – 0,3 point). Dans ce dernier cas, il s'agit aussi d'un record historique. En ce qui concerne les taux d'activité et d'emploi de toutes les provinces de l'Atlantique, ils ont atteint leur plus haut niveau de la série chronologique (1976), exception faite du taux d'activité de la Nouvelle-Écosse.

Conclusion

Par rapport à l'automne dernier, les analystes économiques ont révisé à la baisse les prévisions relatives à l'évolution de l'emploi et à la hausse celles concernant le taux de chômage. Selon l'énoncé économique de janvier 2009 de la ministre des Finances et ministre responsable des Infrastructures, Mme Monique Jérôme-Forget : « la détérioration récente du contexte économique international assombrit les perspectives pour l'économie du Québec »[5] ; d'ailleurs, les chiffres du mois de janvier 2009 reflètent déjà cette situation : l'emploi a diminué de 25 800 ou de 0,7 %, et le taux de chômage est passé de 7,3 % à 7,7 % de décembre 2008 à janvier 2009.

Les prévisions les plus récentes (février 2009) concernant le Québec[6] annoncent une baisse de l'emploi pour l'année 2009 et elle varierait entre 1,0 % et 2,1 %. Le taux de chômage se situerait entre 8,2 % et 9,0 %.

Les perspectives pour l'ensemble du Canada ne sont guère meilleures : une décroissance de l'emploi est aussi annoncée en 2009 et les prévisions (février 2009) vont de 0,9 % à 2,0 %. Cela entraînerait une hausse du taux de chômage et celui-ci se situerait dans une fourchette allant de 8,0 % à 8,3 %.

5. Ministère des Finances (2009). *Énoncé économique de la ministre des Finances et ministre responsable des Infrastructures, Mme Monique Jérôme-Forget : des actions additionnelles et immédiates pour soutenir l'économie et l'emploi*, p. 32.
6. Les prévisions proviennent des banques suivantes : Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, Banque Nationale, Banque Scotia, BMO et Banque TD (sauf pour le Québec dans ce dernier cas).

Une approche différente

Dans l'analyse qui vient d'être présentée, les variations annuelles de l'emploi et des autres indicateurs du marché du travail sont déterminées à partir de la comparaison de la moyenne annuelle des douze mois de l'année à l'étude. L'analyse serait différente si le calcul était basé sur la variation de l'emploi du mois de décembre de l'année analysée par rapport au mois de décembre de l'année précédente. Ces deux méthodes comportent des avantages et des inconvénients. Nous avons privilégié dans ce bilan les variations basées sur la moyenne annuelle puisque cette statistique permet une meilleure analyse sur une plus longue période. Le calcul de la moyenne assure un certain lissage des données en éliminant les fluctuations mensuelles liées aux éléments conjoncturels. Cela permet de mettre davantage en évidence les tendances du marché du travail.

La méthode des variations de décembre à décembre permet de dégager les tendances les plus récentes du marché du travail au cours de l'année analysée. Toutefois, les résultats peuvent être affectés par des données exceptionnellement élevées ou faibles pour les mois de décembre qui servent à calculer les variations. Il est certain que la moyenne annuelle peut, à l'inverse, cacher des mouvements qui auraient pu être détectés en analysant la variation de décembre à décembre.

En comparant les deux méthodes pour 2008, la situation de création d'emplois est différente. Entre décembre 2007 et décembre 2008, l'emploi a stagné au Québec (– 1 600) alors que la moyenne annuelle affiche une création de 30 000 emplois. Cela s'explique par le fait que l'emploi a continuellement progressé tout au long de l'année 2007 et est demeuré à un niveau élevé en décembre 2007 après avoir atteint un sommet en novembre de la même année. Cependant, l'emploi a beaucoup fluctué au cours de l'année 2008. En décembre 2008, il s'est fixé à un niveau similaire à celui de décembre 2007 car les hausses mensuelles d'emplois en 2008 (janvier, février, mai, juin, août, septembre et octobre) ont presque complètement contrebalancé les pertes enregistrées (mars, avril, juillet et décembre).

Portrait du marché du travail au Québec en 2008, variation[1] décembre à décembre, données désaisonnalisées

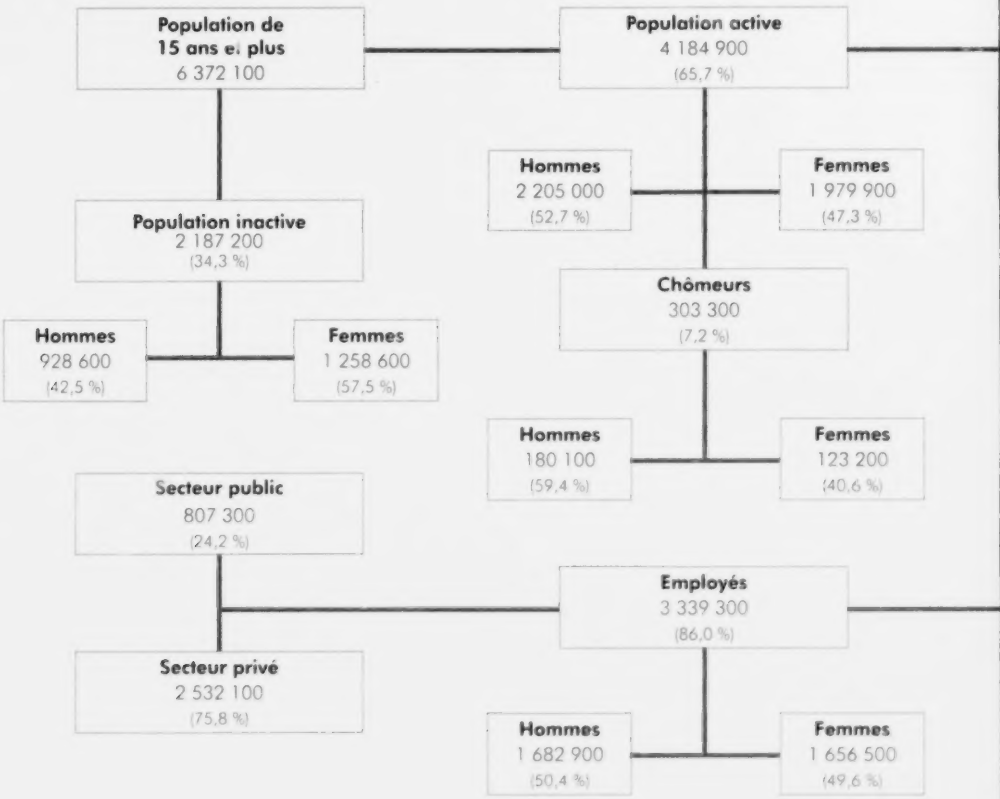
		déc-07	déc-08	Variation déc 2007 - déc 2008	
		k		k	%
15 ans et plus	**Population active**	**4 178,8**	**4 191,6**	**12,8**	**0,3**
	Emploi	3 885,9	3 884,3	- 1,6	0,0
	Emploi à temps plein	3 158,3	3 134,8	- 23,5	- 0,7
	Emploi à temps partiel	727,6	749,5	21,9	3,0
	Taux de chômage (%)	7,0	7,3	...	0,3
	Taux d'activité (%)	65,9	65,5	...	- 0,4
	Taux d'emploi (%)	61,3	60,7	...	- 0,6

1. Toutes les variations de taux sont exprimées en points de pourcentage.
... N'ayant pas lieu de figurer.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Traitement : Institut de la statistique du Québec.

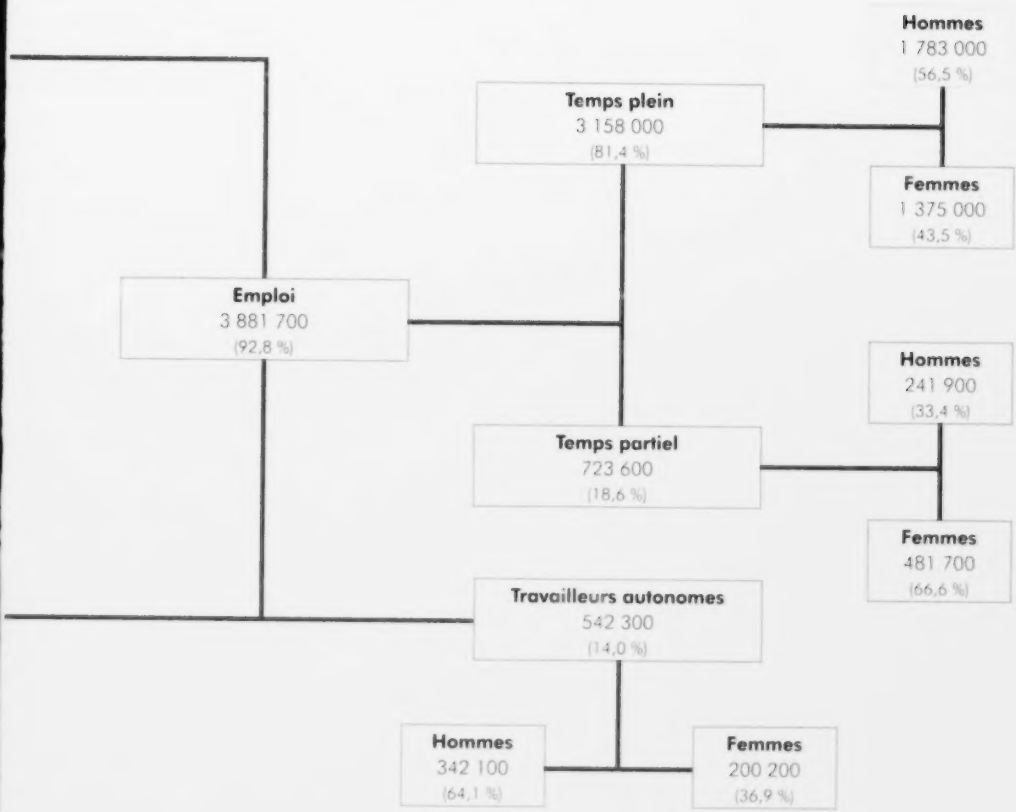
Organigramme de la population active au Québec en 2008[1]



- La population active comprend les personnes civiles de 15 ans et plus en emploi ou au chômage, hors institutions.
- Les personnes au chômage sont celles disponibles pour travailler et en recherche active d'emploi.
- Les employés sont ceux qui travaillent directement pour le compte d'un employeur.
- Le secteur public comprend les administrations publiques fédérale, provinciale et municipale, les sociétés d'État et autres organismes financés par l'État.

1. En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Traitement : Institut de la statistique du Québec.



- Les travailleurs autonomes sont ceux et celles travaillant à leur propre compte. Ils peuvent avoir de l'aide rémunérée (employés).
- Les employés à temps plein travaillent habituellement 30 heures ou plus par semaine.
- Les employés à temps partiel travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine.

L'État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2008 a pour objectif de présenter la situation du marché du travail au Québec en 2008; cette situation est également mise en perspective avec les tendances observées pendant les dernières années. Cette brochure porte sur les principaux indicateurs selon diverses ventilations, notamment les caractéristiques des personnes, les secteurs d'activité, le régime de travail et le lien d'emploi. Une brève analyse de la rémunération et des heures de travail y est aussi présentée. Enfin, on jette un regard sur la situation dans les régions administratives ainsi qu'à l'échelle canadienne et dans les autres provinces.

L'État du marché du travail au Québec. Bilan de l'année 2008 répond aux besoins de ceux qui veulent disposer d'un portrait actuel de l'état du marché du travail et de son évolution récente. Les travailleuses et les travailleurs, les entreprises, les organisations syndicales, les associations professionnelles, les milieux gouvernementaux et ceux de la recherche y trouveront une analyse statistique pertinente et concise du marché du travail au Québec en 2008.

« L'Institut a pour mission de fournir des informations statistiques qui soient fiables et objectives sur la situation du Québec quant à tous les aspects de la société québécoise pour lesquels de telles informations sont pertinentes. L'Institut constitue le lieu privilégié de production et de diffusion de l'information statistique pour les ministères et organismes du gouvernement, sauf à l'égard d'une telle information que ceux-ci produisent à des fins administratives. Il est le responsable de la réalisation de toutes les enquêtes statistiques d'intérêt général. »

Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998.

Institut de la statistique Québec